

**AFRISTAT**  
**OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE**  
**D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**SEMINAIRE SUR LE SUIVI DE LA CONJONCTURE**  
**AU PREMIER TRIMESTRE 2001**  
**ET LA PREVISION ECONOMIQUE 2001-2002**  
**DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC**

**LIBREVILLE: 6 au 9 mars 2001**

**POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS**

**Points saillants du séminaire sur le suivi de la conjoncture  
au premier trimestre 2001  
et la prévision économique 2001-2002  
dans les Etats membres de la CEMAC**

**Point n°1 : Introduction**

Dans le cadre de ses attributions, AFRISTAT entreprend des travaux dans le domaine de la modélisation et de la prévision économique. Le présent séminaire fait suite au séminaire organisé à Douala du 6 au 10 novembre 2000, consacré aux méthodes de suivi de la conjoncture et de prévision économique à court terme en vigueur dans les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Ce séminaire se veut une contribution aux efforts entrepris au niveau de la Zone franc en matière de convergence économique. Il a réuni deux représentants de chacun des six Etats membres de la CEMAC, l'un spécialiste en prévision économique et l'autre en analyse conjoncturelle. Un représentant de la CEMAC et trois représentants de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ont également participé aux travaux. Les débats ont été animés par l'Agence Française de Développement (AFD), le Ministère français des Affaires Etrangères (MAE) et AFRISTAT. Le séminaire a enregistré aussi la participation d'assistants techniques français en poste en Centrafrique, Guinée Equatoriale et au Gabon. La liste des participants figure à l'annexe 3.

Ce séminaire s'est tenu du 6 au 9 mars 2001 à Libreville dans l'amphithéâtre de l'Institut de l'Economie et des Finances (I.E.F.) Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Martin MBENG ONGOUA, Secrétaire Général du Ministère du Plan qui a souhaité la bienvenue et un agréable séjour à l'ensemble des participants (voir annexe 1).

Les représentants d'AFRISTAT ont ensuite situé le cadre du séminaire. Puis, le programme de travail a été discuté, amendé et adopté (cf. annexe 2).

**Point n°2 : Objectifs**

Ce séminaire, organisé par AFRISTAT et financé par le Ministère français des Affaires Etrangères pour les Etats membres de la CEMAC est similaire à celui organisé en février 2001 à Bamako pour les Etats membres d'AFRISTAT en Afrique de l'Ouest. Il a pour objectifs :

- Analyser les résultats économiques de l'an 2000 par rapport au consensus de Douala,
- Comparer les analyses des uns et des autres sur la conjoncture internationale et les conjonctures nationales.
- Etudier les rapprochements possibles tant du point de vue des données exogènes que de la méthode de projection,

- Faire le point des opérations menées pour la convergence vers des méthodes de prévision harmonisées au sein de la CEMAC (moyens à mettre en œuvre, formation nécessaire, programmation de séminaires de suivi de l'opération, etc.).

### **Point n°3 : Déroulement du séminaire**

Le représentant de l'AFD a tout d'abord rappelé les conclusions du séminaire de Douala (novembre 2000) et le consensus qui s'en était dégagé dans l'analyse de la conjoncture et pour les perspectives de croissance en 2001.

Un représentant d'AFRISTAT a ensuite présenté la modification des tendances de l'environnement international intervenue depuis ces derniers mois, soulignant en particulier l'évolution du cours des monnaies et des produits de base et leur impact sur les conditions de l'évolution économique des pays de la CEMAC.

Les Etats membres ont présenté les travaux récents de conjoncture et de prévision à court terme. Ils ont expliqué les hypothèses qui sous-tendent leurs projections pour les années 2000 et 2001. Les débats ont permis de rapprocher les points de vue des participants sur les hypothèses de travail et les résultats obtenus.

Les délégations de la CEMAC et de la BEAC ont souligné l'importance de la convergence des conjonctures et des politiques économiques à l'intérieur d'une communauté économique et monétaire. Cette convergence est garantie par la surveillance de quelques ratios qui doivent, en conséquence, être définis et mesurés de façon harmonisée dans l'ensemble des pays membres. La liste des ratios peut être évolutive en fonction des problèmes concrets de la convergence, mais aussi de la disponibilité des informations statistiques dans chaque pays.

Les participants ont pu s'informer des mécanismes de l'initiative " Pays Pauvres Très Endettés" (PPTE) et de ses conséquences macroéconomiques, grâce à un exposé fait par le représentant de l'AFD.

A partir des données de l'indice de production industrielle du Gabon, le représentant d'AFRISTAT a montré l'intérêt des présentations des séries en graphiques et recommandé cette approche pour une bonne analyse conjoncturelle. Aussi, un exposé sur les techniques de désaisonnalisation des séries et leur intérêt dans l'appréciation des évolutions a été mené.

Enfin, les représentants d'AFRISTAT ont informé les délégations nationales sur l'état d'avancement de la réalisation du site Internet : [www.afristat.org](http://www.afristat.org). Ils ont également fait le point sur la recherche de financement permettant la constitution d'un réseau de sites Internet des instituts nationaux de statistique des Etats membres, coordonnés avec celui d'AFRISTAT et ceux en voie de constitution des Unions Economiques et Monétaires. Ils ont également présenté une initiative permettant de moderniser et d'harmoniser les publications de conjoncture (conformément au Programme Statistique Minimum Commun – PROSMIC – adopté par le Conseil des Ministres d'AFRISTAT) et l'état de la recherche des financements.

#### Point n° 4 : Enseignements du séminaire

Outre l'intérêt pour les délégués de pouvoir échanger leurs expériences et leurs pratiques, cette nouvelle rencontre a permis de réviser les prévisions conjoncturelles effectuées pour l'année 2000 à Douala, mais également de poursuivre et d'approfondir l'analyse macroéconomique.

Les prévisions esquissées en novembre 2000 sur la conjoncture de l'année 2000 ont été confirmées lors du séminaire, à savoir le retour de la croissance en CEMAC dû à un environnement international favorable après une année 1999 difficile. **Le taux de croissance de la sous-région devrait être légèrement supérieur à 3% contre une croissance quasi-nulle en 1999.** En revanche, la RCA avec un taux de croissance proche de 1% a dû pâtir d'une conjonction de facteurs défavorables tant internes (crise d'approvisionnement en produits pétroliers, pluies peu abondantes, et baisse de la production de manioc) qu'externes (coût du pétrole, retard dans le versement des aides espérées). De même, le Tchad, plus particulièrement vulnérable aux conditions climatiques, enregistre des performances très faibles qui se traduisent notamment par un taux de croissance négatif de l'ordre de -1%. Néanmoins, un fort courant d'importations est d'ores et déjà constaté.

En 2000, on remarque de grandes différences dans la pression fiscale pétrolière dans les pays de la zone.

En 2001, les prévisions établies pour l'ensemble de la zone en novembre 2000 doivent être revues à la hausse grâce au maintien du cours du pétrole à un niveau élevé et aux effets dynamiques de la demande interne initiés en 2000. Au Cameroun, comme dans les autres pays éligibles de la Zone Franc, les dépenses générées par les allègements de dette liés à l'initiative PPTTE représentent entre 1 et 2 % de PIB supplémentaire. Toutefois, l'analyse par pays permet de noter de fortes disparités nationales et de souligner des interrogations :

- en ce qui concerne les investissements liés au projet Doba, une incertitude demeure non seulement sur le niveau des investissements en 2001, mais également sur leur impact sur la croissance économique au Cameroun et au Tchad.
- l'accélération de la production pétrolière en Guinée Equatoriale devrait se traduire par un taux de croissance global de l'ordre de 70% en 2001. La production pétrolière de ce pays devient ainsi de plus en plus significative dans le taux de croissance global de la CEMAC qui pourrait atteindre 6 à 7% en 2001 (contre 5% sans la Guinée Equatoriale).

Par ailleurs les différents exposés ont permis à nouveau de mettre en évidence certains éléments déjà notés lors du séminaire de novembre 2000 à Douala, à savoir :

- - la complémentarité entre l'analyse conjoncturelle et l'utilisation d'un modèle pour la prévision à court terme,

- - l'absence ou l'insuffisance des outils de prévision et de suivi de la conjoncture dans la plupart des Etats,
  - - la faiblesse des ressources humaines, matérielles et financières ainsi que le manque d'expérience consécutif à l'instabilité des équipes chargées des synthèses conjoncturelles et des prévisions à court terme. A contrario, le séminaire a montré que là où existent des équipes stables et motivées, les travaux sont de bonne qualité.
  - - l'hétérogénéité des méthodes d'élaboration des comptes nationaux et des prévisions à court terme.
- la nécessité d'actualiser et d'harmoniser les années de base des séries statistiques des pays pour une meilleure comparabilité.

Enfin, l'utilisation des « statistiques miroirs » du commerce extérieur, qui sont celles des exportations des pays de l'OCDE dans les pays de la sous-région, permet d'apporter un éclairage supplémentaire sur la réalité de l'évolution de la conjoncture économique.

#### **Point n° 5 : Recommandations du séminaire**

Face à ce constat, et devant l'urgence des exigences communautaires en matière de surveillance multilatérale,

conscients de l'importance de ces travaux pour une meilleure appropriation nationale de la politique économique et pour les négociations avec les institutions financières internationales,

considérant qu'une attention particulière doit être apportée au respect des engagements pris par les Etats dans le cadre du renforcement de la surveillance multilatérale,

les représentants des Instituts Nationaux de Statistique et des Directions ou Cellules de Prévision ont fait les recommandations suivantes :

1. Ils encouragent le Secrétariat Exécutif de la CEMAC et AFRISTAT à œuvrer ensemble, chacun selon ses compétences et ses missions propres, à la réalisation d'un programme de renforcement prioritaire des capacités nationales pour l'élaboration et la publication régulière d'indicateurs pertinents en vue d'améliorer le diagnostic conjoncturel indispensable à l'ébauche de prévisions à court terme plus fiables. Une avancée sensible dans ce sens est attendue, dans les semaines à venir, à la fois du séminaire sur le choix d'une stratégie commune de modélisation macroéconomique des Etats membres d'AFRISTAT qui se tiendra à Bamako et de la synthèse des « missions circulaires » de détermination des besoins statistiques urgents des pays de la CEMAC, qui sera restituée à Brazzaville.

2. Ils souhaitent que le Secrétariat Exécutif de la CEMAC et AFRISTAT accélèrent et approfondissent les chantiers d'harmonisation envisagés dans le Programme Statistique Biennal notamment sur la comparabilité des PIB et les indices de prix à la consommation des ménages.
3. Ils recommandent de mettre au point, avec l'appui technique d'AFRISTAT et du Secrétariat Exécutif de la CEMAC, un système de suivi et de diffusion des statistiques conjoncturelles aussi harmonisé que possible, mais qui respecte cependant les spécificités nationales.
4. Ils souhaitent se doter, dans une démarche coordonnée par AFRISTAT, et dans un délai raisonnable, des instruments informatisés de calcul permettant la synthèse des informations nécessaires aux prévisions ou, le cas échéant, d'améliorer les instruments déjà existants dans le sens d'une harmonisation des méthodes.
5. Ils encouragent le Secrétariat Exécutif de la CEMAC et AFRISTAT à aménager, avec l'aide des bailleurs de fonds intéressés à ce programme, un calendrier de rencontres régulières semestrielles des experts des Etats membres. Ces rencontres permettraient de partager les informations conjoncturelles tout en assurant une plus grande comparabilité et une plus grande homogénéité des méthodes de prévision et de diagnostic conjoncturel. Ils demandent expressément à AFRISTAT et à la CEMAC, chacun selon ce qui le concerne, de prendre les moyens pour que ces réunions permettent un dialogue et un débat conjoncturel plus efficace, fondé sur des hypothèses extérieures plus comparables. Réciproquement, ils s'engagent à échanger régulièrement les principaux indicateurs conjoncturels permettant un suivi en continu de l'évolution économique des Etats membres.
6. Ils souhaitent que le Secrétariat Exécutif de la CEMAC, avec l'appui technique d'AFRISTAT, se dote d'un site Internet et qu'ils incitent les Etats membres à doter leurs INS de moyens semblables, à l'instar de leurs homologues en UEMOA.
7. Ils recommandent à la direction générale d'AFRISTAT de s'adresser aux Directeurs des INS pour obtenir un statut plus officiel à ces réunions semestrielles où devraient être débattues des prévisions plus comparables entre les pays, c'est-à-dire fondées sur un corps unique d'hypothèses exogènes.
8. Ils recommandent aux Etats de mobiliser davantage de moyens pour le renforcement de leurs appareils statistiques et de prévision économique en vue de la motivation, la formation professionnelle et le recrutement de cadres statisticiens et de prévisionnistes.

## **Point 6 : Remerciements**

Les participants remercient les autorités gabonaises et particulièrement la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques (DGSEE) pour la qualité de l'accueil qui a été réservé aux séminaristes et l'Institut de l'Economie et des Finances (IEF) pour les locaux et matériels mis à leur disposition. Ils remercient également tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment le Ministère français des Affaires Etrangères, l'Agence Française de Développement, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Ils remercient également le Secrétariat Exécutif de la CEMAC et la Direction générale d'AFRISTAT de leur détermination à maintenir ce programme de réunions de conjoncturistes et de prévisionnistes des Etats membres.

ANNEXE 1  
(Discours d'ouverture)

**Discours d'ouverture**  
prononcé par le Secrétaire Général  
du Ministère du Plan

**Monsieur le Chef de Service de Coopération et d'Action Culturelle de la France  
au Gabon,**

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut de l'Economie et des Finances,  
Monsieur l'Expert du Ministère Français des Affaires Etrangères,  
Monsieur l'Expert de l'Agence Française de Développement,  
Messieurs les Experts d'AFRISTAT,  
Messieurs les Délégués des Etats membres de la CEMAC,  
Madame et Messieurs les Représentants de la BEAC,  
Messieurs les Représentants du Secrétariat Exécutif de la CEMAC,  
Mesdames, Messieurs,**

C'est pour moi à la fois un grand honneur et un réel plaisir de vous accueillir à Libreville et de vous souhaiter au nom de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de la Planification, de la Programmation du Développement et de l'Aménagement du Territoire une chaleureuse et cordiale bienvenue à l'occasion du séminaire sur la conjoncture économique du premier semestre 2001 et la prévision économique à court terme des Etats membres de la CEMAC.

Je voudrais tout d'abord vous rappeler que ce séminaire est organisé par AFRISTAT, Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne, dont il n'est plus besoin de présenter la qualité de l'expertise. AFRISTAT amorce par ce séminaire, et après celui tenu à Douala au mois de novembre 2000, ses toutes premières activités dans les domaines de la conjoncture et de la prévision économique qui font partie également de son champ de compétences.

Cela est une bonne chose, car nous connaissons tous dans nos Etats l'absence ou l'insuffisance des outils de prévision et de suivi de la conjoncture, insuffisance liée parfois à la faiblesse des ressources humaines, matérielles et financières, mais aussi au manque d'expérience dû souvent à l'instabilité des équipes chargées des synthèses conjoncturelles et des prévisions de court terme. A cette faiblesse des ressources humaines s'ajoute l'hétérogénéité des données économiques issues de la comptabilité nationale ou le manque de données en raison de leur diffusion tardive, ainsi que la faiblesse des méthodes de prévision utilisées.

Ce séminaire a pour moi, me semble-t'il, un double objectif, il doit permettre de discuter des méthodes de prévision économique de chaque Etat membre de la CEMAC et des résultats obtenus, mais aussi d'étudier les différences tant du point de vue des données exogènes que de la méthode de projection.

Il devrait permettre aux séminaristes de mener ensemble un diagnostic conjoncturel de la zone CEMAC pour le premier semestre 2001.

La présente rencontre devrait, je l'espère, déboucher par la suite sur l'organisation de rencontres périodiques permettant de partager les informations conjoncturelles tout en recherchant à assurer une meilleure comparabilité des prévisions et des diagnostics conjoncturels. Tous ces objectifs cadrent bien avec les préoccupations actuelles liées aux objectifs de surveillance multilatérale des pays membres de la CEMAC.

L'organisation de ce séminaire à Libreville peut se faire grâce à la contribution financière des autorités françaises auxquelles j'adresse mes sincères remerciements au nom de tous les Etats membres de la CEMAC.

Je remercie également tous les experts venus de France, d'AFRISTAT et de la CEMAC qui vont animer, avec compétence et disponibilité, les travaux de cette réunion.

Je tiens à remercier aussi Monsieur le Directeur Général de l'Institut de l'Economie et des Finances pour avoir mis, une fois de plus, à notre disposition cette salle et tout le matériel technique et logistique nécessaire à la bonne tenue de ces travaux.

Messieurs les experts, Mesdames et Messieurs les délégués, je termine mon propos en souhaitant plein succès aux travaux du séminaire sur la conjoncture économique et la prévision à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, que je déclare ouvert.

Je vous remercie.

ANNEXE 2  
(Programme de travail)

ANNEXE 3  
(Liste des participants)